

«Qui croit que l'on va trouver 800 millions € dans le budget wallon et que cela passera inaperçu ?» **Willy BORSUS**

1,1 Le déficit wallon s'élèvera à 1,1 milliard € en 2015 sur un budget de 13,5 milliards

Confiance au gouvernement : majorité contre opposition

Dimitry Novak

2015-2016 : « C'est l'austérité dure »

L'opposition a pris le temps de passer au crible les 120 pages de la Déclaration de politique régionale (DPR) de la majorité PS-cdH. Quelques temps forts.

● Pascale SERRET

« Je vous prévient, M. Borsus est en forme », plaisante le président du Parlement wallon André Antoine. Et en effet... Au moment de réagir au programme de la nouvelle majorité wallonne PS-cdH, l'opposition a bouffé du lion. Mais pas seulement au MR.

Pour ne pas gaspiller les 24 minutes réservées à son groupe, l'Écolo Stéphane Hazée opte pour 14 minutes en apnée. Et Frédéric Gillot (« On m'appelle Fredo », annonce le député PTB-Go ; ce qu'André Antoine s'empresse d'enregistrer) décrit ce qu'il voit au menu wallon : « C'est l'austérité en entrée, en plat principal et en dessert. C'est pour ça que la DPR me reste en travers de la gorge. C'est la soupe aux cailloux. Un menu indigeste », lâche-t-il. Enfin, le député PP André-Pierre Puget ajoute sa propre métaphore : « Repeindre une porte sans la décaper, ça ne sert à rien. Elle brillera mais seulement un bref instant. »

« Votre coalition, on l'appelle déjà la "coalition mexicaine". Il fallait ça pour recaser certains interlocuteurs », balance encore le chef de l'opposition MR Willy Borsus.

« La Wallonie se réveille groggy »

Trop de ministres alors qu'on doit faire des économies, moins

de doubles casquettes et donc moins de cohésion entre Communauté et Région, trop peu de concret (« Les seuls chiffres dans la DPR, ce sont les numéros des pages », raille Borsus), quelques belles intentions pour masquer un manque d'ambition et enfin une masse de questions : c'est le socle commun de toute l'opposition.

Pour le reste, les critiques et les défiances varient d'un groupe à l'autre. Ainsi, à propos de la dette wallonne requalifiée par l'Europe... Il va falloir trouver 800 millions pendant les deux années les plus délicates de la législature, à savoir 2015 et 2016.

« Pouvez-vous nous communiquer le véritable accord de gouvernement Qui croit que l'on va trouver 800 millions € dans le budget wallon et que cela passera inaperçu ? Je vous invite à un exercice de transparence et de vérité », réclame Borsus. « La Wallonie se réveille groggy : 1,1 milliard de déficit (pour 2015, NDLR) sur un budget de 13,5 milliards, c'est colossal... Les Wallons et les Wallonnes seront durement touchés, au moins jusqu'en 2018. C'est l'austérité dure. C'est un message de très très mauvaise nouvelle », ajoutera-t-il plus tard, la mine catastrophée.

Et puis il y a le reste. Une somme d'inquiétudes, selon lui : le bonus logement (qui doit être réexaminé), les titres-services, la taxe kilométrique étendue au plus de

3,5 tonnes (et plus seulement aux plus de 12 tonnes), l'avenir des allocations familiales, l'avenir du pôle de compétitivité Greenwin, l'éolien, la bulle des certificats verts, le service minimum en cas de grève des bus, la gouvernance, etc.

« Et les agents publics ? »

Chez Écolo, on s'inquiète entre autres de l'avenir des projets portés par les verts dans la précédente législature (« Plus aucun ministre n'est officiellement en charge du développement durable. C'est un bond de plus de 20 ans en arrière », du « brouillard » ambiant et du gel de tous les budgets pendant 2 ans. « Et la formation ? La recherche ? Les pouvoirs locaux ? » s'alarme Stéphane Hazée.

Qui se tracasse aussi pour les agents publics (un sur 5 sera remplacé dans un premier temps) : « Cela veut-il dire que les quatre agents sur cinq qui ne seront pas remplacés aujourd'hui ne font rien ? Où ces emplois vont-ils disparaître ? Pour des délais de paiement encore plus longs ? Pour des dossiers encore moins rapidement traités ? »

Sans surprise, la réplique du ministre-président wallon (ci-dessous) n'a pas satisfait l'opposition. Le gouvernement wallon a néanmoins reçu la confiance de la majorité des députés. L'opposition MR, Écolo, PTB et PP a voté contre, comme un seul homme. ■

LA RÉPLIQUE

BUDGET

Un déficit de 1,1 milliard € en 2015

Pas assez de balises chiffrées ? Le ministre-président Paul Magnette s'applique. Oui, pour l'équilibre budgétaire, il faudra attendre 2018 au lieu de 2015 « pour ne pas tuer notre propre économie ».

« Les efforts budgétaires supplémentaires seront de 335 millions € en 2015 et 660 millions en 2016. Ce sera la part de la Wallonie dans l'effort d'assainissement global de la Belgique. Avec en plus la requalification de l'ICN et d'Eurostat, le déficit wallon sera de 1,1 milliard € pour 2015, sur un budget de 13,5 milliards », explique-t-il à la tribune du Parlement wallon, en réponse aux questions posées en matinée. Pas un euro de dépenses nouvelles en 2015 et en 2016. Ce qui fait dire à l'opposition que les promesses de la DPR ne seront envisageables qu'à partir de 2017. ■ P.S.

ECONOMIES

Quels fonds de tiroir va-t-on gratter ?

Les efforts à faire en 2015 sont évalués à 390 millions €. Une seule recette : la Wallonie a droit à 33 millions € sur les quotas de CO₂ (et jusqu'à 48 millions en 2019). Déjà ça de pris. Le reste ? Des économies, des réductions diverses, rappelle Magnette. « Seuls le Plan Marshall et l'Awiph sont immunisés par rapport à ces économies ».

Quelles économies ? Où ? Quelques exemples : réduction du budget « études et communication » (6 millions €), Centre de management public (300 000 €), gel des dotations aux OIP et assimilés (60 millions en 2015), non-remplacement des fonctionnaires (19 millions), réductions des subventions diverses (37 millions), SPW (2,8 millions), missions à l'étranger (2 millions), etc. « Il n'y a pas de petites économies », note-t-il. ■ P.S.

ENVIRONNEMENT

Ce qui reste de vert, entre autres

« Non, répond Paul Magnette à Écolo, la compétence du développement durable n'a pas disparu. C'est Carlo Di Antonio qui en a la charge. » Idem pour le pôle de compétitivité Greenwin (l'un des six pôles wallons, spécialisés dans les technologies environnementales). « J'ai vu, j'ai lu, avec de la douleur dans la voix de nos amis Écolo, qu'on allait le supprimer. Nous n'avons décidé ni de le supprimer ni de le fusionner. Mais de l'évaluer. »

L'éolien ? « Oui, on doit atteindre les objectifs européens. Mais il y a aussi un intérêt à développer la filière du petit éolien (comme le souhaitait surtout le cdH lors de la précédente législature, NDLR). On veillera aussi à le faire, en privilégiant les grands axes routiers, comme dans d'autres régions d'Europe », précise Paul Magnette. ■ P.S.

TITRES-SERVICES

« Ils resteront à 9 € pendant 5 ans »

Pas mal de députés de l'opposition s'inquiètent de l'avenir des titres-services. « Le secteur est aux abois, il est fragilisé. Qu'est-ce qui l'attend ? » demande Willy Borsus au MR.

« Dans les titres-services, il y a quatre variables », fait observer le ministre-président wallon, lors de sa réplique : la quantité, le prix, la déductibilité fiscale et le remboursement pour les entreprises. « On ne touche pas à la quantité. On ne touche pas non plus au prix : ils resteront à 9 € pendant les 5 ans de cette législature. Et, oui, on touche à la déductibilité, réduite d'un tiers. Après consultation avec les opérateurs, c'est cette variable-là qui risque le moins de toucher le secteur. Les employeurs gagneront plus avec le même nombre de titres-services », ajoute Paul Magnette. ■ P.S.